



**PRÉFET
DES YVELINES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et
interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et
des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Yvelines
35 rue de Noailles
Bâtiment B1
78000 Versailles

Versailles, le 24/09/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/12/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARGAN

21 Rue du Beffroy
92200 Neuilly-Sur-Seine

Références : -
Code AIOT : 0006515705

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/12/2024 dans l'établissement ARGAN implanté 27Ter Rue Roger Hennequin 78190 Trappes. L'inspection a été annoncée le 14/11/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection a été diligentée dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle de l'Inspection des installations classées (note du 24/11/2016 relative au plan pluriannuel de contrôle de l'Inspection des installations classées).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARGAN
- 27Ter Rue Roger Hennequin 78190 Trappes

- Code AIOT : 0006515705
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARGAN est propriétaire et exploitante d'un entrepôt dont:

- les cellules 1 et 2 sont occupées par la société Iron Moutain pour le stockage d'archives papier;
- la cellule 3 est occupée par la société Culligan qui commercialise des fontaines à eau et produits associés (bouteilles de CO₂ alimentaire, adoucisseurs...);
- la cellule 4 est occupée par la société Legendre, qui stocke des marchandises variées (produits d'entretien, gel hydroalcoolique, luminaires, emballage industriel etc.).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Consignes	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21	Demande d'action corrective	1 mois
3	Détection automatique d'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12	Demande d'action corrective	15 jours
5	Accessibilité - Intervention des services d'incendie et de secours	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3 et 25	Demande d'action corrective	3 mois
6	Etude des effets thermiques	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII 1.	Demande d'action corrective	2 mois
7	Désenfumage - Hauteur de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5	Demande d'action corrective	1 jour
8	Rétentions	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'Inspection des installations classées constate une hétérogénéité dans la mise en œuvre des

prescriptions applicables entre les différentes cellules de l'entrepôt. Il est rappelé à l'exploitant la nécessité de gérer les aspects ICPE à l'échelle du site, afin notamment de prévenir efficacement les risques accidentels associés aux activités.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : <u>Arrêté ministériel du 11 avril 2017, art. 1.4:</u> I. Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions. Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne. Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante. L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées. Ces dispositions sont

applicables à compter du 1er janvier 2022.

II. Dispositions applicables aux installations à déclaration : L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.

L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.

Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. »

Arrêté préfectoral d'autorisation du 04/02/2013:

Article 7.1.2: Etat des stocks de produits dangereux:

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 7.1.8: Nature des matières stockées:

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées qui précise la répartition des tonnages par rubrique de stockage. L'exploitant est en mesure de produire cet état à tout moment.

Constats :

L'exploitant indique que chaque locataire gère individuellement son état des stocks. L'inspecteur rappelle à l'exploitant (Argan) qu'il est responsable du respect des prescriptions applicables aux ICPE présentes sur le site.

Concernant la société Legendre (cellule 4), il est présenté à l'inspecteur :

- une version ICPE destinée aux pompiers. L'inspecteur constate que cet état des stocks comprend notamment l'ensemble des références d'articles stockés dans la cellule avec leurs quantités unitaires, le volume et la masse associés, l'indication si la matière est dangereuse, le code emplacement, la rubrique ICPE associée, le libellé de la FDS associée à la référence. Une colonne est dédiée aux mentions de danger, mais n'en comporte aucune ;
- une version grand public par famille (plastiques etc.). L'inspecteur constate que cet état des stocks mentionne les grandes familles suivantes : « plastiques », « papiers / cartons », « combustibles divers (pièces détachées, lampes, accessoires etc.) » et « non concernés (machines, ferrailles, acier, métaux) ». Il fait apparaître les volumes en m³ et les quantités en tonnes associés à chaque grande famille.

L'exploitant transmet par ailleurs, pour la société Legendre, 23 FDS. Cependant, l'état des stocks ne mentionne que 2 fiches de données de sécurité (FDS). À titre d'exemple, l'inspecteur contrôle par sondage la cohérence de l'état des stocks sur le produit « Oxybac extra foam wash », l'inspecteur constate que la FDS de ce produit comporte la mention de danger H319 (provoque une sévère irritation des yeux). Cependant, il n'est pas fait référence à la FDS de ce produit dans l'état des stocks, et la mention de danger H319 n'y est pas mentionnée. Par ailleurs, plusieurs FDS comportent la mention de danger H225, susceptible de relever d'un classement ICPE. Cependant cette mention de danger, et la rubrique ICPE associée, n'apparaissent pas dans l'état des stocks transmis.

Enfin, l'exploitant transmet, par courriel du 12/12/2024 le registre des enlèvements de déchets

indiquant la désignation du déchet (sans code déchet) et une quantité sans que l'unité n'en soit précisée.

L'exploitant indique que l'état des stocks (pour la cellule 4) est actualisé tous les jours à 3 h.

Concernant la société Culligan (cellule 3), l'exploitant transmet par courriel du 12 décembre 2024 :

- l'état des stocks daté du 11/12/2024, indiquant la référence et la désignation de chaque article, la quantité et le code emplacement ;
- le registre des enlèvements de déchets du 01/03/2023 au 31/12/2023.

L'exploitant indique par ailleurs :

- avoir un petit stock de piles ou batteries (environ 90).
- ne pas disposer d'un état des stocks vulgarisé.

Concernant la société Iron Mountain (cellules 1 et 2), l'exploitant indique qu'il y a un état des stocks dans lequel il est en mesure de renseigner le volume global de papier stocké, et qui est mis à jour de façon automatique. Il n'a cependant pas transmis celui-ci.

Concernant le recalage périodique annuel :

- le représentant de la société Culligan (cellule 3) indique que celui-ci a été fait 3 semaines avant la visite ;
- le représentant de la société Legendre (cellule 4) indique qu'un inventaire a été fait en juin pour un client et en décembre pour le reste des cellules, et que celui-ci est bien effectué chaque année ;
- le représentant de la société Iron Mountain (cellules 1 et 2) indique que l'inventaire physique est impossible à faire pour un stockage d'archives papiers.

L'exploitant n'a pas fourni de trace de la réalisation de ces inventaires physiques.

Concernant les déchets, l'exploitant indique de façon générale qu'il n'est pas en mesure de connaître la quantité de déchets présente sur le site, et qu'il en a connaissance a posteriori, au moment des enlèvements. Il propose de faire une moyenne des enlèvements sur 12 mois afin d'obtenir une estimation de la quantité de déchets présente sur le site à l'instant t. L'inspecteur indique que cette façon de procéder pourrait être une solution acceptable. Cependant, l'exploitant n'a transmis que les registres bruts, et n'a pas fait les calculs annoncés.

Enfin, l'inspecteur constate l'absence de plan général des stockages annexé à l'état des stocks.

Non-conformité n°20241211-NC-01 : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un état des stocks complet et un état des stocks vulgarisé répondant aux prescriptions applicables. Par ailleurs, il n'est pas procédé à un inventaire physique annuel pour l'ensemble des cellules (ex :

contrôle tournant du volume occupé par une portion de la cellule et contrôle de cohérence avec l'état des stocks dont il est indiqué qu'il est mis à jour automatiquement).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure que sont mis en place, pour l'ensemble des cellules de l'entrepôt : - sous un délai d'un mois: une mise à jour hebdomadaire des états des stocks complet et vulgarisé répondant aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ; - sous un délai de neuf mois: un recalage périodique via un inventaire physique annuel. Le cas échéant, pour les archives papier, l'exploitant propose un moyen d'effectuer cet inventaire physique adapté à la configuration du stockage et à la nature des matières stockées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Consignes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 21
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes
Prescription contrôlée : <u>Arrêté ministériel du 11 avril 2017, article 21:</u> Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer : <ul style="list-style-type: none"> • l'interdiction de fumer ; • l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; • l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ; • l'obligation du document ou dossier évoqué au point 20 ; • les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; • les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ; • les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; • les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues au point 11 ; • les moyens de lutte contre l'incendie ; • les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité (maintenance...) de ceux-ci ; • la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours. <u>Arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2013:</u>

Article 7.2.7 : Consignes de sécurité :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, intégrées dans des procédures générales spécifiques et/ou dans les procédures et instructions de travail, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque dans les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses et notamment les conditions d'évacuation des déchets et eaux souillées en cas d'épandage accidentel,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours,
- la procédure permettant, en cas de lutte contre un incendie, d'isoler le site afin de prévenir tout transfert de pollution vers le milieu récepteur.

Article 7.5.4 : Consignes d'exploitation :

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation,
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 7.4.1,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Constats :

Concernant l'interdiction de fumer, l'inspecteur constate :

- pour la cellule 4 (Legendre) : qu'elle est affichée et précisée dans les consignes de sécurité

destinées aux intervenants extérieurs transmises par courriel du 12 décembre (mais non affichées sur le site) ;

- pour les cellules 1 et 2 (Iron Mountain) : qu'elle est affichée ;
- pour la cellule 3 (Culligan) : qu'elle est affichée.

Concernant les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses, l'inspecteur constate :

- qu'aucune consigne n'est affichée à ce sujet dans les cellules 1 et 2 (Iron Mountain) et 4 (Legendre). Cependant il est à noter que la société Iron Mountain stockant exclusivement des archives, cette disposition ne semble pas pertinente concernant les cellules 1 et 2 ;
- qu'une procédure est affichée à ce sujet dans la cellule 3 (Culligan), mais qu'elle ne porte que sur des fuites localisées. Cette procédure ne mentionne par ailleurs pas comment tenir à jour en permanence et porter à la connaissance du SDIS la localisation des matières dangereuses.

Concernant les moyens de lutte incendie à disposition et les modalités de leur mise en œuvre, l'inspecteur constate :

- qu'aucune consigne n'est affichée au niveau de la cellule 4 (Legendre) ;
- que des consignes de manipulation des extincteurs, ainsi que le type d'extincteur à utiliser en fonction de la classe de feu, sont affichées à l'entrée des cellules 1 et 2 (Iron Mountain). Cependant, leur localisation sur un plan n'a pas été constatée ;
- qu'un plan d'intervention indiquant notamment la localisation des déclencheurs d'alarme, des extincteurs, de la vanne sprinkler, des RIA, des portes coupe-feu et des commandes et trappes de désenfumage est affiché dans la cellule 3 (Culligan).

Concernant la procédure d'alerte, l'inspecteur constate :

- l'absence d'affichage de cette procédure au niveau de la cellule 4 (Legendre) ;
- l'affichage de ladite procédure à l'entrée des cellules 1 et 2 (Iron Mountain), comprenant les numéros de téléphone des secours extérieurs. Celle-ci ne précise cependant pas les coordonnées du responsable d'intervention de l'établissement ;
- l'affichage de ladite procédure, comprenant les consignes générales de sécurité incendie en cas de détection d'un incendie et les numéros d'urgence (SDIS). Celle-ci ne précise cependant pas les coordonnées du responsable d'intervention de l'établissement.

L'inspecteur constate par ailleurs que les consignes suivantes ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel :

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages,
- l'obligation d'élaboration d'un permis feu avant réalisation de travaux de réparation ou d'aménagement dans les parties de l'installation présentant des risques particuliers,

- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, ventilation, climatisation, chauffage, fermeture des portes coupe-feu, obturation des écoulements d'égouts notamment) ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, de confinement des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués au niveau du site ;
- les dispositions à mettre en œuvre lors de l'indisponibilité des moyens de lutte incendie ;
- l'obligation d'informer l'Inspection des installations classées.

Argan a communiqué, à l'issue de l'inspection, des documents dont il n'a pas été constaté l'affichage sur site :

- la procédure de mise en sécurité de la chaufferie (sans préciser dans quels cas elle doit être mise en œuvre) ;
- la procédure de rétention des eaux en cas de sinistre ;
- le plan de repérage des commandes de désenfumage pour l'ensemble du site ;
- la procédure en cas de déclenchement de l'alarme feu sprinkler, comprenant notamment les coordonnées téléphoniques et courriel de l'astreinte 24/24 pour la maintenance sprinkler, les coordonnées téléphoniques et courriel des responsables de chaque cellule de l'entrepôt et de l'exploitant / propriétaire de l'entrepôt ;
- les procédures en cas de fuite accidentelle sur l'installation sprinkler et le réseau RIA ;
- la liste des mesures à prendre pendant les périodes d'indisponibilité du système sprinkler (dans le plan de défense incendie).

Non-conformité n°20241211-NC-02 : L'inspecteur constate que de nombreuses consignes ne sont pas affichées dans les lieux fréquentés par le personnel et l'absence d'élaboration des consignes concernant :

- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, hormis, le cas échéant dans les bureaux séparés des cellules de stockages ;
- l'obligation du permis feu (ou permis d'intervention) ;
- les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité des installations ;
- les mesures permettant de tenir à jour en permanence et de porter à la connaissance des services d'incendie et de secours la localisation des matières dangereuses, et les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- l'obligation d'informer l'Inspection des installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit établir l'ensemble des consignes obligatoires et les afficher dans chaque cellule, dans les lieux fréquentés par le personnel, sous un délai d'un mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

N° 3 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 12

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 11 avril 2017, article 12:

La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées.

Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.

Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.

Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2 de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

Arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2013:

Article 7.1.11 : Détection incendie :

L'ensemble des cellules est équipé d'une détection automatique d'incendie assurée par l'installation sprinkleur.

Le déclenchement de la détection incendie renvoie une alarme vers les bureaux des locataires et vers la société de télésurveillance (24 h/24 et 7 j/7).

[...]

Constats :

L'inspecteur constate lors de l'inspection, au niveau des cellules 1 et 2 (Iron Mountain), que la centrale SSI affiche 2 voyants rouges (« en dérangement » et « hors service ») et un vert (« sous tension »).

L'exploitant indique que cela n'empêche pas que l'alarme sonne, mais que cela peut avoir des répercussions sur les asservissements (ex : portes coupe-feu), qui ne sont pas garantis pendant toute la durée d'un évènement. Il indique que cette non-conformité sera levée sous 2 à 3 semaines, mais n'a pas transmis de documents le justifiant à l'issue de ce délai.

Il précise par ailleurs que, les cellules n°1 et 2 comportant des mezzanines, chaque étage est muni de détecteurs.

L'exploitant transmet, par courriel du 12 décembre 2024 :

- les rapports d'intervention établis par la société SNEF pour les opérations de maintenance du

04/06/2024 et du 28/11/2024 réalisées sur les cellules n°1 et 2 (Iron Mountain) ;

- la fiche d'intervention n°5596 établie par la société SNEF le 28/11/2024 suite à son intervention sur les cellules n°1 et 2 (Iron Mountain), qui mentionne : « ligne pour télésurveillance non fonctionnelle !!! », « batteries à remplacer » ;
- la fiche d'intervention n°5594 datée du 30/11/2024 concernant le contrôle préventif de la centrale SSI de la cellule n°3 (Culligan), mentionnant la nécessité de remplacer deux têtes de détection, ainsi que la batterie centrale ;
- un devis établi par la société SNEF le 09/12/2024 pour le remplacement de 16 batteries sur l'ensemble des cellules n°1, 2, 3 et 4.

L'exploitant n'a transmis aucun document concernant la centrale SSI de la cellule n°4 (Legendre).

Non-conformité n°20241211-NC-03 : L'exploitant n'est pas en mesure de justifier du bon fonctionnement du système de détection incendie et de la transmission effective des alertes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant fait réaliser les travaux de maintenance nécessaires sur la centrale SSI sous un délai de 15 jours.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Moyens de lutte incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 13

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte incendie

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 11 avril 2017, article 13:

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :
- d'un ou de plusieurs points d'eau incendie, tels que :

- a. Des prises d'eau, poteaux ou bouches d'incendie normalisés, d'un diamètre nominal adapté au débit à fournir, alimentés par un réseau public ou privé, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ;
- b. Des réserves d'eau, réalimentées ou non, disponibles pour le site et dont les organes de manœuvre sont accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours.

Les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre aux services d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces points d'eau incendie.

L'accès extérieur de chaque cellule est à moins de 100 mètres d'un point d'eau incendie. Les points d'eau incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins des services d'incendie et de secours) :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux

présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées;

- de robinets d'incendie armés, situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel ; ce point n'est pas applicable pour les cellules ou parties de cellules dont le stockage est totalement automatisé ;

- le cas échéant, les moyens fixes ou semi-fixes d'aspersion d'eau prévus aux points 3.3.1 et 6 de cette annexe.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. En ce qui concerne les installations nouvelles dont la preuve de dépôt de déclaration, ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement ou d'autorisation est postérieur à la parution dudit document, le débit et la quantité d'eau nécessaires sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau d'extinction de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition juin 2020), tout en étant plafonnés à 720 m³/h durant 2 heures. Les points d'eau incendie sont en mesure de fournir unitairement et, le cas échéant, de manière simultanée, un débit minimum de 60 mètres cubes par heure durant 2 heures.

Le débit et la quantité d'eau nécessaires peuvent toutefois être inférieurs à ceux calculés par l'application du document technique D9 en tenant compte le cas échéant du plafonnement précité, sous réserve qu'une étude spécifique démontre leur caractère suffisant au regard des objectifs visés à l'article 1er. La justification pourra prévoir un recyclage d'une partie des eaux d'extinction d'incendie, sous réserve de l'absence de stockage de produits dangereux ou corrosifs dans la zone concernée par l'incendie. A cet effet, des aires de stationnement des engins d'incendie, accessibles en permanence aux services d'incendie et de secours, respectant les dispositions prévues au 3.3.2. de la présente annexe, sont disposées aux abords immédiats de la capacité de rétention des eaux d'extinction d'incendie.

[...]

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus. L'efficacité de cette installation est qualifiée et vérifiée par des organismes reconnus compétents dans le domaine de l'extinction automatique ; la qualification précise que l'installation est adaptée aux produits stockés, y compris en cas de liquides et solides liquéfiables combustibles et à leurs conditions de stockage.

[...]

Arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2013:

Article 7.2.6 : Moyens de lutte contre l'incendie :

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

1. d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
 2. de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 7.1.1 ;
 3. de plusieurs poteaux d'incendie d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 normalisés (NF EN 14384) permettant de fournir au moins 540 m³/h d'eau sous une pression dynamique de 1 bar sans dépasser 8 bars. Les besoins en eau nécessaire au fonctionnement éventuel des installations fixes du site peuvent être pris sur le réseau d'adduction sous réserve que les sapeurs pompiers disposent d'un débit de 540 m³/h en cas de sinistre ;
En cas d'impossibilité de fournir la totalité des besoins en eau par le réseau sous pression, le volume d'eau mobilisable sur 2 heures peut-être fourni jusqu'à 2/3 par des réserves incendie de préférence enterrées en veillant à :
 - assurer 1/3 des besoins en eau obligatoirement par le réseau surpressé dans la limite de 240 m³/h, les hydrants devant se trouver à moins de 200 mètres de l'entrée d'une des cellules, le deuxième tiers des besoins en eau à moins de 400 mètres, le dernier tiers des besoins en eau à moins de 800 mètres ;
 - permettre la mise en station des engins pompes auprès de ces réserves, par la création d'une plate-forme d'aspiration présentant une résistance au sol suffisante pour supporter un véhicule de 130 kN et ayant une superficie minimale de 32 m² (8 m x 4 m) par 120 m³ de réserve, desservie par une voie carrossable d'une largeur de 3 mètres, stationnement exclu ;
 - limiter la hauteur géométrique d'aspiration à 6 mètres dans le cas le plus défavorable ;
 - veiller à ce que le volume d'eau contenu soit constant en toute saison ;
 - signaler les réserves d'incendie au moyen de pancarte toujours visible ;
 - s'assurer d'une répartition judicieuse des réserves en eau sur le site afin que les services de secours ne soient pas soumis à un flux thermique supérieur à 3 kW/m² et ne soient pas dans le panache des fumées en fonction des vents dominants.
 Les poteaux d'incendie sont implantés de la manière suivante :
 - 100 mètres au plus entre l'entrée principale de chaque zone recoupée et l'hydrant le plus proche, par les chemins praticables par deux sapeurs pompiers tirant un dévidoir ;
 - 150 mètres au plus entre chaque hydrant par les voies de desserte ;
 - 5 mètres au plus du bord de la chaussée, côté opposé au bâtiment.
 Les poteaux d'incendie doivent être positionnés en dehors des flux thermiques de 5 kW/m².
 4. d'un dispositif d'extinction automatique dans les cellules 3 et 4 conforme à la norme APSAD ;
 5. d'un dispositif d'extinction automatique dans les cellules 1 et 2 sous plafond ainsi qu'une protection pour chaque niveau intermédiaire conformément à l'étude d'ingénierie sécurité incendie (ISI) n°CR 16 10303 Rev A du 11 janvier 2016 (porté à connaissance de février 2016) ;
 6. d'un dispositif d'extinction automatique conforme à la norme APSAD sous les mezzanines présentes dans les zones de préparation des cellules ;
 7. d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;
 8. de réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres par réserve, et des pelles.
- [...]
- Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre

l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Constats :

Concernant les extincteurs :

L'inspecteur contrôle, par sondage, un extincteur par cellule. Il constate que ceux-ci ont été vérifiés en février 2024 pour la cellule 3 (Culligan), les cellules 1 et 2 (Iron Mountain) et pour la cellule 4 (Legendre).

L'exploitant transmet, par courriel du 12/12/2024 le rapport d'intervention de la société AIRESS daté du 02/02/2024 pour 48 RIA sur l'ensemble de l'entrepôt.

Concernant les robinets d'incendie armés (RIA) :

L'inspecteur contrôle par sondage un RIA par cellule. Il constate :

- que ceux-ci ont été vérifiés en février 2024 pour la cellule 3 (Culligan) et pour les cellules 1 et 2 (Iron Mountain) ;
- que ceux-ci ont été vérifiés en juin 2024 pour la cellule 4 (Legendre).

Concernant les poteaux incendie :

L'exploitant indique disposer de 7 poteaux incendie privés sur le site, ainsi que d'une réserve incendie.

L'inspecteur constate sur site :

- la présence des 7 poteaux espacés d'environ 150 m, judicieusement répartis sur l'ensemble du site et localisés à moins de 100 m des entrées de chaque cellule,
- la présence d'une réserve de 600 m³ signalisée, pourvue de bouches d'aspiration et permettant la mise en station des engins à proximité.

À noter :

- que le poteau n°5 n'est pas localisé sur le côté de la chaussée opposé à l'entrepôt,
- que le poteau n°2 est localisé derrière les bassins incendie

L'exploitant a transmis, par courriel du 12/12/2024 :

- les fiches de contrôle individuel des poteaux n°1, 2, 3, 4, 5, 6 et 7 réalisés par la société S.d.e.r et datés du 10/09/2024. Celles-ci font état de débits individuels de 120 m³/h mesurés à des pressions comprises entre 1,3 et 1,7 bar et de débits individuels de 200 m³/h mesurés à des pressions comprises entre 3,2 et 3,4 bar ;
- deux fiches de contrôles débit/pression en simultané datées du 10/09/2024 et réalisées par la société S.d.e.r, respectivement pour les poteaux n°2, 5 et 6. La première fiche fait état des mesures de pression dynamique à un débit de 60 m³/h et la seconde du débit mesuré à une pression de 1 bar. L'inspecteur constate que les débits mesurés en fonctionnement simultané à une pression de 1 bar sont respectivement de 112 m³/h, 91 m³/h et 77 m³/h pour les poteaux n°2, 5 et 6, et un donc un total de 280 m³/h fourni en simultané par ces 3 poteaux.

Il aurait cependant été préférable que les tests soient effectués sur l'ensemble des poteaux, et le

cas échéant si ceux-ci ne peuvent tous être testés en simultanément, comme l'indique l'exploitant, que chaque essai en simultané soit fait sur des poteaux situés à proximité les uns des autres (si l'on considère que le feu démarrerait par exemple à l'ouest ou à l'est du bâtiment, mais pas de part et d'autre de celui-ci en même temps), et au moins par "paires" de poteaux proches. Les 3 poteaux testés ne sont pas situés à proximité les uns des autres.

L'inspecteur constate par ailleurs que la réserve incendie de 600 m³ ne dépasse pas les 2/3 des besoins en eau (lesquels s'élèvent à 540 m³/h pendant 2 heures, les 2/3 correspondent donc à 720 m³).

Concernant le système de sprinklage :

L'exploitant a transmis, par courriel du 12/12/2024 :

- l'attestation du 30/03/2018 délivrée par la société Atlantique Automatismes Incendie (AAI), attestant que l'installation sprinkler en place joue un rôle de détection et d'alarme et que l'installation répond aux exigences réglementaires car elle comporte une détection de tout point d'incendie précocement et le déclenchement d'alarme ;
- le certificat de conformité à la règle N1 délivré par AIRESS en 2023. Celui-ci précise notamment, pour les cellules 1 et 2, la présence d'un système de sprinklage pour chaque sous-mezzanine (niveaux 1, 2 et 3) ;
- les trois derniers compte-rendus de vérification semestrielle au regard de la règle APSAD Q1 réalisés par la société AIRESS datés du 04/10/2023, du 08/01/2024 et du 08/10/2024 ;
- les 50 compte-rendus de visites hebdomadaires réalisés par la société AIRESS sur le sprinkleur en 2024 ;
- le rapport de visite d'entretien des groupes motopompes diesel réalisés par la société AIRESS daté du 13/03/2024.

Concernant le calcul de la D9 :

L'exploitant a transmis par courriel du 12/12/2024 le calcul de la D9 daté du 04/02/2016. Celui-ci fait état d'un besoin en eau de 540 m³/h pour une cellule d'une surface maximale de 6 000 m².

L'Inspection des installations classées ne relève pas de non-conformité à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Accessibilité - Intervention des services d'incendie et de secours

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 3 et 25

Thème(s) : Risques accidentels, Accessibilité - Intervention des services d'incendie et de secours

Prescription contrôlée :

Arrêté ministériel du 11 avril 2017:

3. Accessibilité

[...]

3.1. Accessibilité au site

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Si les conditions d'exploitation ne permettent pas de maintenir l'accès dégagé en permanence (présence de véhicules liés à l'exploitation), l'exploitant fixe les mesures organisationnelles permettant de libérer ces aires en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours. Ces mesures sont intégrées au plan de défense incendie défini au point 23 de la présente annexe.

L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. L'exploitant informe les services d'incendie ou de secours de l'implantation et des conditions d'accès au site.

L'entrepôt est en permanence accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Une voie au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'entrepôt. Cette voie permet l'accès des engins de secours des sapeurs-pompiers et les croisements de ces engins.

À partir de cette voie, les sapeurs-pompiers peuvent accéder à toutes les issues de l'entrepôt par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

Pour tout bâtiment de hauteur supérieure à 15 mètres, des aires de mise en station des moyens aériens sont prévus pour chaque façade. Cette disposition est également applicable aux entrepôts de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'entrepôt peuvent stationner sans occasionner de gêne sur les voies de circulation externe à l'entrepôt tout en laissant dégagés les accès nécessaires aux secours, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'entrepôt.

3.5. Documents à disposition des services d'incendie et de secours

L'exploitant tient à disposition des services d'incendie et de secours :

- des plans des locaux avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des moyens de protection incendie ;
- des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;

Arrêté préfectoral d'autorisation du 4 février 2013:

Article 7.2.4.1 Accessibilité :

L'installation dispose en permanence de deux accès opposés pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Ces accès doivent pouvoir être ouverts immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours.

L'accès prévu en passant par l'entrepôt voisin doit faire l'objet d'une convention autorisant le passage des moyens de secours sur la voirie de cette exploitation. Cette convention est tenue à la disposition des services de secours et de l'inspection des installations classées.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans

occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Article 7.2.4.2 Accessibilité des engins à proximité de l'installation :

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- chaussée libre de stationnement de 6 mètres de largeur minimum,
- rayon intérieur de giration supérieur ou égal à 13 mètres,
- hauteur libre supérieure ou égale à 4,50 mètres,
- pente inférieure à 15%,
- résistance à la charge : 13 tonnes par essieu ceux ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

Chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres maximum de cette voie.

Aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie « engins ».

Article 7.2.4.3 : Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site :

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin ;
- longueur minimale de 10 mètres ;
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Sur la façade Nord de l'entrepôt, deux voies engins longeant la cellule n°1 permettent le croisement des véhicules de secours en cas d'intervention

Article 7.2.4.4 Mise en station des échelles :

L'exploitant dispose des voies échelle desservies par les voies engins du site sur les deux faces opposées de l'entrepôt et répondant aux caractéristiques suivantes :

- chaussée libre de stationnement de 6 mètres de largeur pour une longueur de 15 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au minimum,
- résistance au poinçonnement présentant une résistance minimale de 88 N/cm²,
- rayon intérieur R supérieur ou égal à 13 mètres,
- sur largeur $S=15/R$ dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres (S et R étant exprimés en mètres),
- pente inférieure à 10 %,
- aucun obstacle aérien ne doit gêner la manœuvre de ces moyens,
- la vacuité de ces emplacements au droit des murs séparatifs coupe feu de chaque cellule doit être assurée en permanence.

De plus, l'exploitant s'assure que les aires de mise en station des moyens aériens des sapeurs pompiers, installées au droit des murs coupe feu séparant les cellules, soient maintenues hors d'eau.

Article 7.2.4.5 Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins :

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètres de large au minimum.

Article 7.2.9: Plan d'intervention incendie :

Un plan d'intervention incendie est élaboré en étroite collaboration avec la Direction Départementale des Services d'Incendie et de Secours. Ce plan vise à définir les actions à mener en cas d'incendie.

Une série de plans de l'établissement, dont le plan d'intervention incendie, est remise à Monsieur l'Officier, Commandant le Centre de Secours de Montigny-le-Bretonneux, Antenne Prévision dès la mise en service des installations.

Constats :

L'inspecteur et l'exploitant font le tour de l'entrepôt. L'inspecteur constate :

- qu'aucun véhicule n'encombre le passage au moment de l'inspection ;
- que plusieurs portails, certains manuels et d'autres électriques, fermés lors de l'inspection pour la plupart, sont disposés sur le site et que ces portails sont munis de clés accès pompier ;
- que deux voies existent bien le long de la cellule n°1, de part et d'autre des bassins incendie, mais qu'elles comportent des portails pompiers fermés ;
- que les clés d'accès pompier des portails électriques sont positionnés vers l'intérieur du site, au pied du portail. L'exploitant indique que, pour ouvrir le portail avec la clé, les pompiers doivent escalader le portail pour l'ouvrir de l'intérieur et ainsi permettre l'accès de leur véhicule.

L'exploitant indique par ailleurs :

- ne pas avoir eu de contact avec le SDIS, hormis pour le contrôle de la conformité des poteaux incendie ;
 - que l'entrepôt a une hauteur totale de 12,7 m et qu'aucun plancher n'est situé à plus de 8 m.
- Lors de l'inspection de la cellule occupée par la société Iron Mountain, qui comporte des mezzanines, l'inspecteur évalue la hauteur du plancher le plus haut à environ 6 m.

À la lecture du plan de défense incendie, l'inspecteur constate :

- que le SDIS ne semble pouvoir accéder au site que par une unique entrée ;
- qu'il n'est pas mentionné la possibilité de passer par le site voisin ;
- que seul l'un des côtés de l'entrepôt est pourvu d'aires de mise en station des engins ;
- que les aires de croisement ne figurent pas sur les plans ;
- qu'un plan de zonage des risques a été établi ;
- que tous les portails d'accès pompier fermés au moment de l'inspection ne sont pas matérialisés sur les plans ;
- qu'il ne semble pas avoir été défini de consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux.

L'exploitant n'a, par ailleurs, pas transmis à l'inspecteur :

- les éventuelles mesures organisationnelles qu'il a fixées afin de libérer l'accès des engins des services d'incendie et de secours depuis les voies de circulation externes au bâtiment en cas de sinistre avant l'arrivée des services d'incendie et de secours ;
- la convention passée avec l'entrepôt voisin afin d'autoriser le passage des moyens de secours sur la voirie de cette exploitation pour accéder au site ;
- le plan d'intervention incendie élaboré en collaboration avec le SDIS, visant à définir les actions à mener en cas d'incendie.

Non-conformité n°20241211-NC-04 : Les modalités d'accès des pompiers au site, et plus particulièrement à l'entrepôt, ne sont que partiellement conformes aux dispositions applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sous un délai de 3 mois :

- fixer les mesures organisationnelles permettant de libérer l'accès des services d'incendie et de secours au bâtiment avant leur arrivée en cas de sinistre ;
- justifier de la conformité des voies engins et des aires de mise en station des engins aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 et des arrêtés préfectoraux applicables, par la réalisation d'un plan à l'échelle explicitant les dimensions des différents éléments et démontrant leur conformité aux dispositions susvisées. Ce document pourrait utilement être intégré au Plan de Défense Incendie ;
- le cas échéant procéder à la réalisation d'un exercice avec le SDIS, qui comporterait notamment :
 - la circulation des engins autour du bâtiment et leur croisement sur chaque voie en deux points distincts ;
 - l'ouverture par le SDIS des portails dont l'exploitant indique qu'ils peuvent être ouverts par les pompiers ;
- mettre en place des aires de mise en station des engins pompiers sur la face sud-ouest du site, opposée à la face nord-est qui semble actuellement être la seule à en comporter ;
- prévoir un second accès au site opposé au premier, tel que prévu par les prescriptions applicables ;
- établir des consignes précises pour l'accès des secours avec des procédures pour accéder à tous les lieux ;
- transmettre à l'Inspection des installations classées la convention passée avec l'entrepôt voisin afin d'autoriser le passage des moyens de secours sur la voirie de cette exploitation pour accéder au site ;
- transmettre au SDIS l'ensemble des informations nécessaires à son intervention, tel que prévu par les prescriptions applicables.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII 1.
Thème(s) : Risques accidentels, Etude des effets thermiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.</p> <p>« Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis le 26 juin 2023 un dossier de porter-à-connaissance concernant les modifications envisagées au niveau de la cellule 3, occupée par la société CULLIGAN. Celui-ci comprend une étude des effets thermiques datée</p> <p>L'inspecteur constate cependant que cette étude ne porte que sur la cellule 3, dans sa configuration projetée.</p> <p>Or, il est rappelé à l'exploitant que l'étude FLUMILOG requise doit porter sur l'installation exploitée dans son ensemble.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué, lors de l'inspection, que les modifications sollicitées n'avaient pas été réalisées à date et que leur mise en œuvre est incertaine. L'inspecteur précise donc à l'exploitant que l'étude des flux thermiques doit porter sur l'ensemble de l'installation, dans sa configuration actuelle.</p> <p>L'actualisation de cette étude est en effet nécessaire dans le cadre du dossier de porter à connaissance transmis à l'Inspection des installations classées, mais ne constitue pas à elle seule une réponse aux dispositions de l'arrêté ministériel.</p> <p>Non-conformité n°20241211-NC-05 : L'exploitant n'a pas réalisé l'étude des flux thermiques pour l'ensemble de l'entrepôt, telle que requise par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit transmettre, sous un délai de deux mois, une étude des flux thermiques pour</p>

L'exploitant doit transmettre, sous un délai de deux mois, une étude des flux thermiques pour l'ensemble de l'installation.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Désenfumage - Hauteur de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage - Hauteur de stockage
Prescription contrôlée : [...] La distance entre le point bas de l'écran et le point le plus près du stockage est supérieure ou égale à 0,5 mètre. [...] Constats : L'inspecteur constate que les éléments stockés en haut des racks dépassent le point bas de l'écran de cantonnement. Non-conformité n°20241211-NC-06: La hauteur de stockage dépasse le point bas des écrans de cantonnement. Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit abaisser, sous un délai de 1 jour, la hauteur de stockage en haut des racks, de sorte à laisser un espace minimal de 0,5 mètres entre le point bas de l'écran de cantonnement et le point haut du stockage. Type de suites proposées : Avec suites Proposition de suites : Demande d'action corrective Proposition de délais : 1 jour

N° 8 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
Prescription contrôlée : [...] Tout stockage de matières liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention interne ou externe dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Toutefois, lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit

<p>à la capacité totale des récipients si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres. Cet alinéa ne s'applique pas aux stockages de substances et mélanges liquides visés par les rubriques 1436, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747, 4755, 4748, ou 4510 ou 4511 pour le pétrole brut.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspecteur constate, dans la cellule 3 (Culligan), la présence de produits chimiques sans rétention (AMBERJET UP6150 Resin).</p> <p>Non-conformité n°20241211-NC-07: Les produits chimiques ne sont pas placés sur rétention.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant place l'ensemble des produits chimiques stockés dans l'entrepôt sous un délai de 15 jours.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>